

ORDONNANCE
relative à la demande de maintien en
hospitalisation complète

Philippe TREMBLAY
vice-président, juge des libertés et de la
déten

N°RG : N° RG 20/00414 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MSGK

Minute n° : 20/00278

Nous Philippe TREMBLAY, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assisté de Julie SCHMITT, greffier,

Vu la décision de réadmission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 28 mars 2020 ,

concernant : **Madame** _____
née le 27 Avril 1972 à TOURS (INDRE-ET-LOIRE)
15 impasse Sarah Bernhart
Apt 29
34000 MONTPELLIER

Vu la saisine en date du 03 Avril 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis adressés le 06 Avril 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Association APSH 34, curateur**
- **Monsieur** _____ , tiers
- **Madame** _____

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 07 Avril 2020,

Vu l'avis adressé, avec le dossier, à la coordination avocat indiquant qu'il appartiendra à l'avocat désigné par le Bâtonnier de transmettre au greffe JLD, par tout moyen, ses écritures ou observations, avant le 08 avril 2020 à 9H00, date à laquelle le juge statuera sur la demande ;

Vu l'impossibilité de recourir à la visio-conférence, le pôle psychiatrie du CHU de Montpellier ne disposant pas du matériel nécessaire ;

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, prévoyant la possibilité pour le juge, dans les procédures où la représentation par avocat est obligatoire, de décider que la procédure se déroule sans audience, sans qu'il lui soit nécessaire de recueillir préalablement l'accord des parties ;

Le juge des libertés et de la détention, saisi de la demande de contrôle de la mesure de soins psychiatriques sans consentement de **M. _____** décidé, en raison de la crise sanitaire actuelle, que la procédure se déroulerait sans audience et a fixé au 8 avril 2020, la date à laquelle il statuerait sur la demande.

Madame _____ a été informée qu'elle peut elle-même consulter la procédure, faire des observations écrites et s'entretenir avec son conseil.

L'avocat de l'intéressée a pu consulter la procédure et s'entretenir librement avec elle, par téléphone.

Vu l'absence d'observations écrites transmises par la patiente,

Vu les conclusions déposées par Me Georgia BAUTES le 7 avril 2020, avocat désigné d'office pour représenter **Madame** _____

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'article L3211-3 a) du code de la santé publique dispose que toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement est informée le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état de la décision d'admission et de chacune des décisions prononçant le maintien des soins.

L'article L3216-1 du même code dispose que l'irrégularité affectant une décision administrative de soins sans consentement n'entraîne la mainlevée de la mesure que s'il en est résulté une atteinte aux droits de la personne qui en faisait l'objet.

L'avocate de la patiente indique que la décision de maintien n'a pas été notifiée.

Aucun formulaire de notification de cette décision de maintien n'est, en effet, produit.

Aucun certificat n'indique, en outre, que cette patiente n'aurait pas été en capacité de recevoir cette notification.

Celle-ci a, dès lors, été privée de la possibilité de former un recours qui aurait pu entraîner la mainlevée de cette hospitalisation.

Le grief apparaît, ainsi, caractérisé.

Il convient, par conséquent, d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

EN CONSEQUENCE

Statuant chambre du conseil et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de M^e et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique).

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 08 Avril 2020 par Philippe TREMBLAY, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification le 08 Avril 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Madame par l'intermédiaire du CHU
- M^e Georgia BAUTES, par courriel
- par lettre simple
- L'APSH 34, par courriel
- Monsieur le Procureur de la République

N°RG : N° RG 20/00414 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MSGK

Minute n° : 20/00278

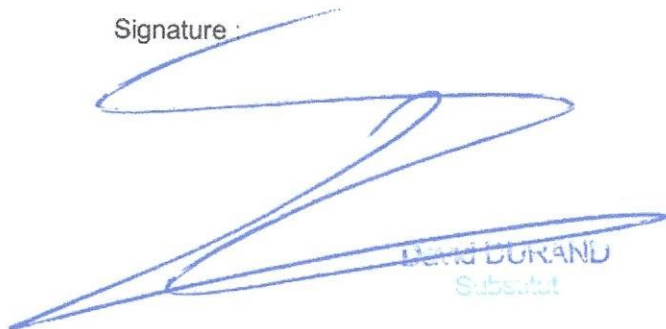
- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 8 avril 2020 à **14h 12** .

Le greffier



Nous, **David DURAND** procureur de la République, déclarons :
☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision
☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature :



DAVID DURAND
Substit